

FICHE INITIATIVE INNOVANTE (FRANCE) DE GOUVERNANCE ALIMENTAIRE TERRITORIALE

# AGRICULTURE ET ALIMENTATION AU CŒUR DU PROJET GLOBAL DE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU DOUAISIS



## RÉSUMÉ

La Communauté d'Agglomération du Douaisis (CAD) a souhaité replacer l'agriculture et l'alimentation au cœur d'un projet global de développement du territoire, comme supports de développement économique, social et environnemental. Elle a investi la question des circuits courts puis élargi son champs d'action avec un programme d'actions agricoles et alimentaires (contractualisé en 2013 avec la Région : le CAAP'Agglo) qui vise à :

- maintenir et développer un tissu d'exploitations agricoles dense et diversifié dans un contexte de forte pression foncière,
- garantir la viabilité économique des exploitations agricoles avec une juste rémunération des producteurs ;
- remettre l'agriculture locale au cœur des enjeux alimentaires du territoire, notamment par la relocalisation des échanges alimentaires et l'approche systémique de l'alimentation ;
- concilier préservation des ressources et efficacité des exploitations par des pratiques optimisées.

Plus récemment, cette politique s'est renforcée en se dotant de nouvelles ambitions : faire de l'alimentation un levier du mieux-vivre des habitants du territoire, notamment en développant le volet « santé » de la programmation, et en déclinant ce Projet Alimentaire Territorial à l'échelle micro-locale.

Ces politiques se traduisent par 3 programmes d'actions pluriannuels et multipartenariaux, issus de processus de concertation avec les acteurs locaux volontaires.

Au total, plus de 20 partenaires participent à la quarantaine d'actions concrètes de cette politique territoriale.

La CAD se positionne en animateur d'une démarche qu'elle souhaite ascendante en créant les conditions d'un réel dialogue indispensable à l'élaboration d'un projet commun partagé.

fiche

septembre 2017

Directeur de publication:



Institut de recherche et débat sur la gouvernance  
Institute for Research and Debate on Governance

**G**ouTer (Gouvernance territoriale des systèmes alimentaires) est un projet de recherche-action de 3 ans (2016-2019), lauréat de l'appel à projet « Systèmes alimentaires innovants » de la Fondation Daniel et Nina Carasso.

Il est piloté par l'International Urban Food Network (IUFN), en partenariat avec l'Institut de recherche et débat sur la gouvernance (IRG), le Resource Centers on Urban Agriculture and Food Security Foundation (RUAF Foundation), l'Association des Régions de France (ARF) et l'association de Recherche et évaluation de solutions innovantes et sociales (RESOLIS).

Ce projet s'opérationnalise en partenariat avec 5 territoires pilotes en France : la Région Centre-Val de Loire, la Métropole de Bordeaux, la Ville de Lyon, le Pays des Châteaux et le Pays Loire Nature Touraine.

Le projet GouTer part du constat que l'orchestration d'une transition vers un système alimentaire durable, requiert une nouvelle forme de pilotage des initiatives et politiques alimentaires, qui fait aujourd'hui défaut. Il vise à renforcer les capacités des collectivités territoriales en matière de gouvernance alimentaire, afin de faciliter le déploiement des projets alimentaires (PAT) et systèmes alimentaires (SAT) territorialisés, promus aux niveaux étatique et régional, à travers :

- une **sensibilisation** des acteurs territoriaux à la notion de gouvernance alimentaire territoriale à travers la réalisation d'un état des lieux des pratiques innovantes en la matière en France et à l'international ;

- une **co-construction et expérimentation** de nouveaux mécanismes de gouvernance alimentaire locale adapté à chaque territoire pilote ;

- **l'élaboration d'outils méthodologiques** facilitant la mise en œuvre de dispositifs de gouvernance alimentaire territoriale.

Le programme de travail s'organise en trois phases principales :

- Phase 1 - Caractérisation des enjeux et analyse d'expériences existantes de gouvernance alimentaire innovantes

- Phase 2 - Préfiguration d'un dispositif opérationnel de gouvernance alimentaire territoriale

- Phase 3 - Capitalisation et valorisation opérationnelle du projet.



## CONTEXTE D'ÉMERGENCE DE L'INITIATIVE

**E**n 2008, dans le cadre de sa politique Trame Verte et Bleue, la Communauté d'Agglomération du Douaisis investit le champ agricole. Les agriculteurs et plus largement l'agriculture sont impliqués comme acteurs de la Trame Verte et Bleue. Il s'agit de valoriser leurs savoir-faire et leur contribution à l'économie rurale. Ainsi, une première étude est lancée en 2009 sur les circuits courts (analyse de l'offre et de la demande). Sur la base de cette étude se met en place une concertation pour définir une politique agricole locale avec :

L'organisation d'un forum en octobre 2010 et l'animation d'un lieu d'échange autour de l'agriculture durable regroupant une quinzaine d'acteurs agricoles et associatifs. Ce groupe est chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un projet territorial en matière d'agriculture durable.

Le lancement d'actions pilotes pour promouvoir les circuits courts : la création d'une marque « de la terre à la table » et la mise en place d'une charte de partenariats entre producteurs en vente directe et communauté d'agglomération, la réalisation d'un guide des producteurs locaux « De la terre à la table », la mise en place du 1er marché de producteurs locaux en octobre 2011, la réalisation d'un diagnostic restauration collective en 2012, l'aide à l'installation ou encore la plantation de haies bocagères.

Tous ces éléments ont permis de mûrir la politique agricole et de proposer en 2013 un programme pluriannuel et multipartenarial de 22 actions concrètes pour le territoire. La Région a contractualisé avec la CAD ce programme d'actions, lui conférant ainsi des moyens et une reconnaissance sous un format innovant et expérimental.

## DESCRIPTION COMPLÈTE DE L'INITIATIVE

### PRINCIPAUX ACTEURS IMPLIQUÉS

- Partenaires institutionnels / financiers : Région Nord-Pas de Calais (notamment via le CAAP Agglo), le Département du Nord, la DRAAF, l'Agence de l'Eau, le Réseau Rural et le programme européen Interreg V, l'ADEME.
- Producteurs : 42 signataires de la Charte de la Terre à la Table et 130 producteurs bénéficiaires environ.

- 10 Restaurateurs, et un travail en cours avec les boulangers, charcutiers, bouchers, traiteurs.
- Chambres consulaires : Chambre d'agriculture, Chambre des Métiers et de l'Artisanat
- Communes
- Enseignement, recherche, experts: adhésion à Terres en Villes et participation au projet Gouvalim II ; projet de recherche A Pro Ter (Université Lille 1, Lille 2, Valenciennes, Nantes), Université d'Artois, le lycée de la nature et des biotechnologies, Institut Supérieur d'Agriculture (à confirmer).
- Associations: Terre de liens, Aprobio, GABNOR, CIVAM, Union Ecologique de Flers, CEDAPAS, AFIP, Avenir 59/62, GIEQ3A, MNLE, Les Sens du Goût, centres sociaux, associations des jardins ouvriers de Douai et autres jardins collectifs, Association Papillons Blancs de Douai (APEI), Epiceries solidaires, etc.
- Autres : SCOT du Grand Douaisis, Parc Naturel Régional Scarpe Escaut, SAFER Nord Pas de Calais, Bureaux d'études.

fiche

septembre 2017

---



**ACTIVITÉS MENÉES ET MESURES ADOPTÉES (RÉORGANISATION DES SERVICES DE LA COLLECTIVITÉ, INSTAURATION D'UN DIALOGUE PLURI-ACTEURS, ORGANISATION D'ÉVÈNEMENTS,...)**

• **2010 – 2013** : Diagnostic « circuits courts », animation de 3 groupes de travail (installation, circuits courts et agriculture durable) pour co-construire une programmation agricole pour le territoire et mise en œuvre d'actions pilotes de promotion des circuits courts.

• **2013** : Lancement de la programmation agricole et alimentaire pluriannuelle et multipartenariale de 22 actions concrètes mise en œuvre progressivement sur le territoire (budget : 1 million d'euros)

• Mise en place de 5 comités de pilotage annuels par thématique de travail (Installation/transmission, Foncier agricole, Agriculture biologique, Restauration collective, Circuits courts, Aménagement de l'éco-quartier du Raquet) impliquant une diversité de parties prenantes : élus, agriculteurs, associations locales, partenaires techniques et financiers.

• Organisation de réunions annuelles des producteurs.

• Accompagnement collectif et individuel des structures de restauration collective en gestion concédée et en gestion autonome pour l'introduction de produits bio et/ou locaux : Sensibilisation des élus, formation technique des équipes de cuisine, gestionnaires, personnel encadrant, parents d'élèves, etc.

• **2014** :

• Lancement en 2014 d'une concertation territoriale sur le développement de la bio, fondée sur le dialogue territorial (90 personnes présentes lors du Forum Ouvert de lancement), qui a abouti fin 2015 au projet de territoire BIOCAD constitué de 15 actions concrètes, soutenu par l'Agence de l'Eau.

• Adhésion à l'association Terres en Villes en 2014, avec la Chambre régionale d'agriculture.

• Développement des actions sur la diversité des champs d'intervention : mobilisation d'élus et partenaires sur le foncier agricole, réalisation d'une étude sur un potentiel espace-test agricole, appui à la diversification, analyse de sols - reliquats azotés, etc.

• **2015** :

• Organisation d'un salon offre/demande de produits bio et/ou locaux pour la restauration collective.

• Inscription dans le projet de recherche Gouvalim II, sur la gouvernance alimentaire, piloté par Terres en Villes.

• Développement des outils internet de mises en relation de l'offre et de la demande locales : [www.approlocal.fr](http://www.approlocal.fr) (pour les professionnels) et [www.ouacheterlocal.fr](http://www.ouacheterlocal.fr) (pour les particuliers), en partenariat avec la Chambre d'agriculture de région.

• Mise en place d'une signalétique directionnelle et de position pour les producteurs en vente directe à la ferme.

• Lancement d'actions pilotes autour de l'alimentation, la santé et l'environnement pour développer la politique alimentaire de la CAD : formations grand-public jardinage au naturel et animations alimentation-santé pour les scolaires.

• **2016** :

• Lancement d'une concertation territoriale Alimentation-santé-environnement, visant à construire un programme d'actions pour faire de l'alimentation un levier du mieux-vivre des habitants.

• Organisation de « rendez-vous du goût » avec 4 groupes d'habitants, ateliers mêlant réflexion sur bien-être alimentaire, cuisine et échanges avec des acteurs locaux de l'alimentation

• Organisation de la 1ère édition des portes ouvertes à la ferme

• Démarrage de 2 projets INTERREG V autour de l'alimentation durable, dans lesquels la CAD est territoire partenaire (projet Alimentation Durable Transfrontalière) et territoire associé (Alimentation Durable inclusive).

• Développement d'une charte de partenariat entre 10 restaurateurs travaillant en circuits courts et la communauté d'agglomération : inscription de ces restaurateurs dans le guide « de la terre à la table »

• **Objectifs 2017** :

• Projet Alimentaire Territorial proposé et retenu

dans le cadre de l'appel à projets national 2017 du Programme National pour l'Alimentation.

- Evaluation et actualisation de la politique agricole
- Finalisation du programme d'actions Alimentation-Santé-Environnement

Développement des ressources humaines au sein de la Direction Développement rural et cadre de vie pour la mise en œuvre de la politique agricole et alimentaire : Equipe initiale d'une directrice, deux chargés de mission et une assistance administrative, progressivement renforcée par le recrutement de 2 chargés de mission et 1 assistante administrative supplémentaires, et l'accompagnement de 4 stagiaires et 1 volontaire en service civique.

- Participation d'une diversité d'acteurs, et notamment des producteurs (72% des exploitants du territoire), à la politique agricole et alimentaire

- Mise en œuvre d'un plan de développement de la bio sur le territoire sans heurts, avec un développement des surfaces bio : + 22% entre 2014 et 2015

- Emergence d'une approche globale de l'alimentation. Ainsi, 5 producteurs, la Chambre d'agriculture, Terres de Liens, etc. ont participé à la journée de lancement de la concertation « Alimentation, santé, environnement », davantage articulée autour de la demande alimentaire.

- Création de liens et partenariats entre acteurs (ex : action entre les centres sociaux, aprobio, gabnor et producteurs locaux).

#### Sur les politiques alimentaires (nouvelles orientations/stratégie, nouvelles mesures,...)

- Les 3 programmations existantes ou en cours de définition qui orientent la politique agricole et alimentaire, sont :

- Le CAAP'Agglo (évalué et actualisé en 2017-2018) – 22 actions concrètes

- Le plan BIOCAD – 15 actions concrètes

- Le programme d'actions Alimentation Santé Environnement – en cours de définition

Dans le cadre de ces programmations, de nouvelles mesures pour la CAD ont été adoptées telles que la mise en place d'une aide à l'installation « Aide aux Très Petites Exploitations Agricoles », avec bonification si l'installation est en bio. Trois installations en ont bénéficié.

Parallèlement, cette politique agricole et alimentaire en développement est prise en considération dans les autres politiques de la communauté d'agglomération :

- La CAD retravaille son projet de territoire. L'enjeu alimentaire y est clairement affiché : développement et soutien aux filières locales et aux produits locaux

- Dans le cadre des révisions de PLU des communes du territoire, la Direction Développement rural et cadre de vie est aujourd'hui systématiquement associée.

- Dans le PLH, une priorité a été donnée à la

## RÉSULTATS ET IMPACTS

### Sur le processus de gouvernance alimentaire (dialogue pluri-acteurs, réorganisation administrative, ...)

» Le projet a permis à la Communauté d'agglomération de développer un travail partenarial avec la Chambre d'agriculture et les structures agricoles et alimentaires du territoire, en se positionnant dans le système alimentaire local ;

» Implication forte et constante des partenaires dans ce projet de territoire ;

» Développement du dialogue territorial avec les acteurs de l'alimentation, en particulier les producteurs, associations locales et élus ;

» Formation des chargés de mission de la CAD et des partenaires volontaires au dialogue territorial dans le cadre des concertations

» Elargissement des partenaires avec une prise en compte progressive de l'ensemble des parties prenantes du système alimentaire local : acteurs économiques, de la santé, du social, de l'environnement, de l'éducation, etc.

» Mise en œuvre partenariale des projets, avec une maîtrise d'œuvre multiple pour ces projets agricoles et alimentaires.

### Sur les acteurs (évolution des positions, prise en compte de nouveaux acteurs,...)

3. Cette définition est inspirée de la définition de la gouvernance territoriale comme « un processus dynamique de coordination (hiérarchie, conflits, concertation) entre des acteurs publics et privés aux identités multiples et aux ressources (au sens très large : pouvoirs, relations, savoirs, statuts, capitaux financiers) asymétriques autour d'enjeux territorialisés » (Chia et al. 2010, p. 4). Mais aussi de cette définition de Terres en villes : « la gouvernance alimentaire territoriale désigne un nouvel ensemble de coopérations entre les différents acteurs et les échelons d'intervention géographiques, dont l'arène commune est l'enjeu alimentaire » (Terres en villes, sd).

réhabilitation des friches et des habitations vacantes dans le but de limiter l'emprise foncière.

- Dans le cadre de la politique de développement économique, une attention est portée pour trouver des cohérences dans les aménagements.
- Dans le Plan local de Développement économique de la CAD.
- Dans le Contrat de Ville 2015-2020, dans lequel est inscrit l'objectif de « développer les actions en faveur d'une alimentation équilibrée et la consommation de produits locaux ».

#### Sur la territorialisation du système alimentaire

Les actions mises en œuvre ont abouti à des résultats concrets :

- L'engagement de la moitié des communes du territoire pour une introduction de produits bio et/ou locaux dans les menus de leurs restaurants collectifs, ce qui représente 6115 repas/jour pour les communes (avec 62% de communes formées et 42% de communes engagées)
- 42 agriculteurs et 10 restaurateurs signataires de la Charte « De la terre à la table ».
- Environ 130 producteurs (soit 72%) du territoire bénéficiaires du projet agricole et alimentaire
- La mise en œuvre de ce projet agricole et alimentaire dans l'aménagement d'un éco-quartier (Le Raquet) avec un parc horticole et maraîcher (exploitation maraîchère gérée par l'APEI Les papillons Blancs, haies comestibles et jardins publics, jardins partagés).
- L'aide à l'installation de 3 agriculteurs.
- 15 communes se sont portées volontaires pour s'impliquer dans la politique locale agricole et foncière.

#### PRINCIPALES DIFFICULTÉS ET RÉSISTANCES

##### Au niveau du cadre institutionnel et politique (territorial, national)

- Ce champ d'intervention est récent pour la communauté d'agglomération du Douaisis (et plus généralement pour les EPCI en France). Par ailleurs, c'est un champ qui recoupe une multitude d'acteurs, d'enjeux et de politiques, et qui implique souvent un changement de pratiques et de comportements. L'identification de potentiels partenaires, la définition d'une méthodologie pour les mobiliser dans un projet alimentaire territorial, favoriser l'interconnaissance et initier de nouvelles façons de travailler, est chronophage et nécessite de s'investir sur le long terme.

##### Au niveau des principales parties prenantes et de leurs relations

- » Il existe peu de collectifs déjà constitués dans le monde agricole sur lesquels s'appuyer (CUMA, Groupe d'Études et de Développement Agricole – GEDA, etc.), ce qui limite les échanges de pratiques et les transferts de savoirs entre agriculteurs
- » Les structures associatives nombreuses et indépendantes n'ont pas toujours l'habitude de se concerter et de travailler ensemble.

##### Autres

- » Le territoire est très urbanisé.

## FACTEURS FAVORABLES

### **Au niveau du cadre institutionnel et politique (territorial, national)**

» Un portage politique fort, avec une vice-présidence à la politique agricole

» La subvention du Conseil régional Nord-Pas de Calais dans le cadre du contrat expérimental CAAP' Agglo signé avec la CAD a permis de donner des moyens financiers, techniques et une animation indispensables à la mise en œuvre de cette politique agricole locale.

» Le soutien des institutions : le Département, l'Agence de l'Eau, la DRAAF, l'ADEME...

» L'appui fort de la chambre d'agriculture

» La reconnaissance officielle par l'Etat du projet alimentaire territorial de la CAD, dans le cadre de l'appel à projets national 2017 du PNA

» Au niveau des principales parties prenantes et de leurs relations

» La mise en place d'espaces de dialogue et de concertation, et une mise en œuvre multipartenariale des programmations

» Des partenaires volontaires, investis, sur le court comme sur le long terme, et notamment une forte mobilisation des associations locales

### **Autres**

» La mise en œuvre d'actions pilotes en amont des programmations pour des premiers contacts avec les partenaires et les bénéficiaires et des résultats concrets rapidement.

## ENSEIGNEMENTS/RECOMMANDATIONS

» Une démarche progressive avec un portage politique constant

» Une politique transversale, avec un champ d'action large et par nature multipartenarial

» La difficulté à mesurer l'impact des actions mises en œuvre ne favorise pas la prise de recul nécessaire pour actualiser les programmations agricoles

» La pérennisation de cette politique agricole et alimentaire est un défi.



## RÉFÉRENCES ET CONTACTS

<http://www.douaisis-agglo.com/environnement/agriculture-et-alimentation/>

<http://www.eauetbio.org/wp-content/uploads/wp-post-to-pdf-enhanced-cache/1/communaute-dagglomeration-douaisis.pdf>

<http://www.cerdd.org/Parcours-thematiques/Alimentation-durable/Initiatives-du-parcours-5/Le-dialogue-pour-une-strategie-alimentaire-durable-dans-la-Communaute-d-Agglomeration-du-Douaisis>

<http://www.cerdd.org/Parcours-thematiques/Alimentation-durable/Initiatives-du-parcours-5/Developpement-des-cicuits-courts-dans-le-Douaisis>

[http://www.reseaurural.fr/files/120615\\_panorama\\_cc\\_projets\\_territoires\\_cerdd\\_vf.pdf](http://www.reseaurural.fr/files/120615_panorama_cc_projets_territoires_cerdd_vf.pdf)

[http://www.chambres-agriculture.fr/fileadmin/user\\_upload/National/002\\_inst-site-chambres/pages/exploitation\\_agri/PAT/5\\_NutritionSanteAccessibilite\\_CADouais.pdf](http://www.chambres-agriculture.fr/fileadmin/user_upload/National/002_inst-site-chambres/pages/exploitation_agri/PAT/5_NutritionSanteAccessibilite_CADouais.pdf)

### Contact:

Marie-Martine POIROT • Directrice du Pôle Développement Territorial • Communauté d'Agglomération du Douaisis • [mmpoirot@douaisis-agglo.com](mailto:mmpoirot@douaisis-agglo.com) 03.27.99.14.13

